



*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°217 du mercredi 23 novembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- Jobs Campus. P. 12.
- Activités du gouvernement. P. 8.

UNIVERSITE

Le réseau CAMES renforcé de 172 nouveaux maîtres de conférences agrégés

P.2

Sénégal



Nouveaux maîtres de conférences agrégés.

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



Célébration des 10 ans de l'Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya

Les 03 et 04 décembre 2016





Le réseau CAMES renforcé de 172 nouveaux maîtres de conférences agrégés

Sénégal



Nouveaux maîtres de conférences agrégés.

Le 18e Concours d'agrégation en médecine humaine, pharmacie, odontostomatologie, médecine vétérinaire et productions animales du CAMES, a pris fin ce mardi 15 novembre 2016, à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD).

La cérémonie solennelle de clôture ponctuée de la proclamation des résultats s'est déroulée en présence du Ministre sénégalais de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Pr Marie Teuw NIANE, du Secrétaire Général du CAMES, Pr Bertrand MBATCHI, et de plusieurs autres personnalités universitaires.

Du 07 au 15 novembre 2016, 201 candidats venus de 16 pays ont

planché sur les épreuves du Concours, structurées en titres et travaux, en traitement d'une leçon, et en examen clinique pour les médecins et examen de laboratoire pour les pharmaciens et les médecins fondamentalistes – devant un jury international de 168 professeurs titulaires.

Au final, 172 candidats ont été déclarés admis par les différents jurys, soit un taux de réussite de 85,57%, un record historique, battant celui de Yaoundé (Cameroun) en 2014 (84.40%) :

Médecine et spécialités médicales : 79 admis sur les 93 candidats présentés (84.95%).

Chirurgie et spécialités chirurgicales : 57 admis sur 62 candidats présentés (91,94%).

Sciences fondamentales et mixtes :

6 admis sur 12 candidats présentés (50%).

Odontostomatologie : 7 admis sur 8 candidats présentés (87,5%) .

Pharmacie : 17 admis sur 20 candidats présentés (85%).

Médecine vétérinaire et productions animales : 6 admis sur 6 candidats présentés (100%).

Outre le record lié au taux d'admission, cette 18e session a enregistré une autre performance, liée au nombre des pays participants – 16 pays contre 12 en 2014.

Sans nul doute, la progression des résultats du Concours d'agrégation, ces dernières années, est le fruit de la conjonction de plusieurs facteurs, notamment la bonne préparation des candidats, les bonnes dispositions organisationnelles prises par les pays d'accueil, la pertinence des centres de formation choisis et la communication agencée par le CAMES.

À cela s'ajoute le plaidoyer, sans cesse renouvelé, du Secrétaire Général du CAMES, auprès des plus hautes autorités en charge de l'enseignement supérieur de notre espace, ainsi qu'aux différents acteurs du concours.

Le Concours s'efforce à rappeler le Secrétaire Générale, doit avoir une âme et les acteurs doivent se persuader que « Sciences sans consciences n'est que ruine de l'âme », comme le disait Rabelais.



Inauguration du centre d'accueil et de formation spécialisée de Fada

Région de l'Est



Centre d'accueil et de formation spécialisée de Fada.

Fada N'Gourma dispose désormais d'un centre d'accueil et de formation spécialisée. L'inauguration de l'infrastructure est intervenue ce 15 novembre 2016. La cérémonie a été présidée par la ministre de la femme, de la solidarité nationale et de la famille Laure ZONGO/HIEN et parrainée par l'ambassadeur de la Chine Taïwan.

D'un coût de un milliard sept cents cinquante mille francs CFA (1 750 000 000), le centre d'accueil et de formation spécialisée de Fada N'Gourma comporte un bloc administratif, un foyer socio-éducatif, une école post-primaire, des ateliers de formation et des magasins.

Il est bâti sur une superficie de 16 hectares et accueille 150 pensionnaires par an. L'objectif de ce centre est de prendre en charge les enfants et jeunes vivant des difficultés comportementales, sociales, scolaires et/ ou professionnelles. Selon le ministre en charge de l'action sociale, Laure ZONGO/HIEN, la construction de ce joyau s'accorde avec le programme politique du Président du Faso. « Nous avons en charge la politique gouvernementale en matière



Coupure de ruban par les officiels.

de promotion et de protection et de la solidarité. Le Président du Faso ne veut pas que nous laissions une personne de côté sur la route du développement. Chacun à sa place et son rôle à jouer dans le développement durable du pays » a dit Mme le ministre.

L'ambassadeur de la république de Chine Taïwan SHEN- Sheng- Hong qui était le parrain de la cérémonie a invité les jeunes bénéficiaires de cette infrastructure à l'entretenir et à se référer au centre professionnel de Ziniaré ou celui de Bobo pour

approfondir leurs connaissances.

En prélude à cette inauguration, le ministre de la femme, de la solidarité nationale et de la famille, a remis des kits scolaires et des vivres aux orphelins et aux enfants vulnérables. Ce centre, troisième du genre après ceux de Orodara et de Gampèla, vient renforcer l'offre en matière de prise en charge des enfants en difficultés du Burkina Faso.

D.I.S SC INFOS



Atelier de priorisation des cibles des ODD à l'échelle locale dans les Cascades :

Les acteurs des collectivités territoriales outillés

Région des Cascades



Photo de famille à la fin de la session.

L'atelier de priorisation des cibles des objectifs de développement Durables (ODD) à l'échelle locale s'est tenu à Banfora du lundi 14 au jeudi 17 novembre 2016. Organisé par l'Organisation Internationale de la Francophonie, cette rencontre visait à outiller les acteurs des collectivités territoriales pour l'atteinte de ces objectifs. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Mme le Gouverneur.

« La planification et la mise en œuvre des ODD dans les collectivités

locales au Burkina –Faso » C'est sous ce thème que l'atelier de priorisation des cibles des Objectifs de Développement Durable (ODD) s'est tenu à Banfora chef-lieu de la région des Cascades. Durant trois jours, les acteurs des collectivités territoriales se sont appropriés le contenu des ODD afin d'assurer au mieux leur transposition dans les plans locaux de développement. Ces ODD ont été adoptés en 2015 par les Nations Unies, ils sont au nombre de 17 et relèvent pour la plupart des cibles en lien direct avec les compétences et les domaines d'actions des collectivités

territoriales.

Le Gouverneur de la région des Cascades Mme Léontine ZAGRE a, dans son discours d'ouverture de l'atelier, indiqué qu'il est important de mobiliser les énergies afin de les soutenir pour qu'elles s'engagent fortement de concert avec les populations dans la lutte pour l'éradication de la pauvreté et la gestion durable des ressources naturelles.

Elle a invité donc les responsables des collectivités territoriales à bien identifier et de façon participative

La suite à la page 5



ACTU RÉGION

La suite de la page 4



Madame Léontine ZAGRE, Gouverneur de la région des Cascades.

les besoins des populations à la base, de mobiliser les acteurs concernés et de s'assurer de leur adhésion avant d'engager le processus de mise en œuvre des actions pour la satisfaction de ces besoin.

Selon elle l'atteinte des ODD passe d'abord par la communication, l'information et la sensibilisation.

Madame le gouverneur a demandé aux participants de saisir cette opportunité pour s'exercer à bien identifier et déterminer de façon

consensuelle les cibles prioritaires de la commune de Banfora pour lui permettre de les intégrer dans son plan communal de développement (2017-2021). Elle n'a pas manqué de manifester sa profonde gratitude à l'organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et ses partenaires pour leur soutien inestimable au développement des collectivités territoriales du Burkina Faso.

Après la cérémonie de Clôture, le Jeudi 17 Novembre , une nuit

culturelle a été organisée le même jour à partir 20h par le maire de la commune de Banfora en collaboration avec l'association Munyu des femmes pour remercier la délégation de l'organisation internationale de la francophonie (OIF) et permettre aussi aux partenaires de découvrir les talents des différentes troupes de la région.

Jean-Paul Yekpaye pour SCI

COMMUNIQUE



Nos unités sont présentes sur les routes afin de prévenir les excès de vitesse.

Les vitesses à ne pas dépasser: 50 km/h en agglomération et 90 km/h hors agglomération.

#Attention : tout choc frontal au-dessus de 80 km/h entraîne quasi

inévitablement la mort ou des séquelles irréversibles pour tout passager même avec la ceinture attachée...soyez donc prudent.

Nous vous souhaitons un excellent week-end.

La Gendarmerie Nationale , une force humaine à votre service.



L'inclusion et le genre selon la Foi :

Des leaders religieux et coutumiers en parlent à Kaya

Région du Centre-Nord



Photo de famille à la fin de l'atelier.

Il s'est tenu à Kaya le 18 novembre 2016, un atelier régional de sensibilisation par les leaders religieux pour l'inclusion et l'équité en genre. Placé sous la présidence de Madame le gouverneur de la région du Centre-Nord, cette rencontre a réuni les représentants des différentes confessions religieuses, les partenaires locaux de Christian AID, de ATAD, du réseau MARP-Burkina et de l'ODE, les chefs de services déconcentrés en charge de l'action sociale et les organisations nationale de la femme et les CSB.

« Quelles contribution des leaders religieux à la promotion de l'inclusion

et de l'équité en genre ? » c'est le thème qui a mobilisé les leaders religieux et coutumiers et des acteurs de promotion de la femme et du genre à Kaya ce vendredi 18 novembre 2016. Animé sous forme de panel, chaque paneliste devait exposer sur les notions d'inclusion et de genre selon leur foi ou leur croyance. Des exposés qui ont suscité des débats dignes d'intérêt et qui ont permis aux participants de clarifier la position de chaque confession religieuse et des coutumes sur le rôle et la place de la femme dans la société. Des coutumiers, aux musulmans en passant par les protestants et les catholiques, la femme occupe une place importante dans chacune de ces communautés. Seulement, la femme

serait victime de l'égoïsme et de la mauvaise interprétation des livres saints et des traditions.

Au terme de ces échanges, Constant Zango, président de l'ONG ATAD s'est dit satisfait de la hauteur d'esprit qui a prévalu lors des échanges. Toute chose qui a permis selon lui, de sensibiliser les participants sur la vraie conception de la religion sur la place et le rôle de la femme dans le processus de développement socioéconomique.

Pour Abdoulaye Zéba, Secrétaire Général de la région du Centre-Nord, représentant madame le gouverneur, cet exercice permettra de susciter une prise de conscience des participants et de les sensibiliser sur la nécessité

La suite à la page 7.



La suite de la page 6.



Vue partielle des participants à l'ouverture de l'atelier par Abdoulaye Zeba, Secrétaire général de la région du Centre-Nord (milieu).

d'abandonner les stéréotypes qui marginalisent les femmes et de mettre en exergue le rôle et la place que celles-ci doivent occuper dans la société.

La question de l'équité et de l'égalité entre les sexes en matière de droits civique, civil, politique, économique et social a toujours été une préoccupation des gouvernants du Burkina Faso. Plusieurs actions sont entreprises pour cela et de nombreuses organisations de la société civile se

sont engagées pour la promotion et l'intégration qualitative du genre dans les actions de développement. C'est ainsi que Christian Aid et ses partenaires tels ATAD, ODE, réseau MARP s'emploient au quotidien à la promotion du genre au Burkina Faso. Cet atelier de 24 heures vient en réponse aux inégalités relevées par l'analyse contextuelle du genre au Burkina Faso à travers la Politique Nationale Genre (PNG). Il visait à favoriser une prise de conscience de

la population de la région du Centre-Nord pour une valorisation du rôle et de la place de la femme dans le développement socio-économique du Burkina, réduire les inégalités et les disparités de genre suscitées par le fait religieux et de définir les orientations pour une amélioration de la perception et de l'image de la femme dans la société.

A.I. OUEDRAOGO pour SCI

Premières journées portes ouvertes du CIRDES



Le CIRDES - Centre International de Recherche-Développement sur l'Élevage en zone Subhumide - organise ses premières portes à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), les 25 et 26 novembre 2016.

Ces journées auront pour thème général "La recherche de qualité au profit du développement de l'Élevage dans l'espace UEMOA".

Pour en savoir plus : http://www.ecames.org/communication/wp-content/uploads/2016/11/Annonce_JPO_CIRDES_novembre2016.pdf



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

CASEM de l'économie, des finances et du développement :

Allocution d'ouverture de Mme le Ministre de l'économie, des finances et du développement

Région du Sahel

Je voudrais tout d'abord, au nom de Madame le Ministre Délégué Chargé du Budget, de Madame le Secrétaire d'Etat Chargée de l'Aménagement du Territoire et en mon nom propre, vous souhaiter la bienvenue à cette deuxième session ordinaire de l'année 2016 du Conseil d'Administration du Secteur Ministériel (CASEM) de l'économie, des finances et du développement. C'est toujours un grand honneur pour moi de partager avec vous, ces moments cruciaux d'échanges et de prise de décisions importantes qui concernent la vie de notre département. Chers administrateurs, permettez-moi aussi de saluer nos illustres invités dont la présence rehausse le niveau de notre cadre de concertation.

Distingués invités, votre participation à cette session du CASEM traduit, d'une part, le grand intérêt que vous portez à l'égard de notre ministère, et d'autre part, votre disponibilité et votre engagement à joindre vos forces aux nôtres pour qu'ensemble, nous relevions les nobles défis en matière, d'économie, de finances publiques, de planification du développement et d'aménagement du territoire. Recevez toute ma reconnaissance pour ce soutien indéfectible et les inlassables efforts qu'il vous plaira de consentir pour permettre à notre département de relever les grands défis à venir.



Mme la ministre de l'économie, Mme Hadizatou Rosine COULIBALY.

Il convient de relever que les sessions du CASEM constituent les plus grandes instances de réflexion sur les sujets majeurs de notre département et, à ce titre, nous donnent l'occasion de définir de nouvelles orientations, de prendre de nouveaux engagements en vue d'imprimer une nouvelle dynamique dans la réalisation des objectifs qui nous ont été assignés. C'est dans cette logique que se tient cette deuxième session ordinaire de l'année 2016 du CASEM sous le thème : « La mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) : enjeux et défis pour le MINEFID dans l'atteinte de ses objectifs ».

Le Gouvernement du Burkina Faso a adopté en juillet 2016, le

Plan national de développement économique et social (PNDES) qui constitue le nouveau cadre référentiel d'interventions de l'Etat et de ses partenaires pour la période 2016-2020 en matière de développement au Burkina Faso. La mise en œuvre du PNDES dont le coût total induit est estimé à 15 395,4 milliards de francs CFA vise à « Transformer structurellement l'économie burkinabè, pour une croissance forte, résiliente, inclusive et créatrice d'emplois décents pour tous ». Au regard des attentes suscitées par le PNDES, mais aussi de la place et du rôle du MINEFID dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques au Burkina Faso, le choix d'un tel thème se justifie amplement.

La suite à la page 9.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.

Cette 2e session ordinaire du CASEM, outre les échanges relatifs au thème central, nous permettra de faire le bilan de l'année 2016, de dégager les priorités du ministère pour l'année 2017 et d'échanger sur la question de la rationalisation des cadres de concertation du MINEFID.

Le bilan de la mise en œuvre du Plan de travail annuel (PTA) du ministère au 30 septembre 2016 dont les principaux points vous seront présentés tout à l'heure, indique qu'au cours de la période, des acquis importants ont été engrangés. Il s'agit entre autres :

- de l'adoption du PNDES lors du Conseil des Ministres du 20 juillet 2016;
- de l'adoption de la loi 020 du 22 juillet 2016 portant allègement des conditions d'exécution des projets et programmes et activités de développement au Burkina Faso qui a permis de réduire substantiellement, au profit de sept (07) secteurs, le délai de passation des marchés qui est passé de 90 jours à 15 jours sans recours et 20 jours avec recours pour les procédures de droit commun en appel d'offre ouvert ;
- de l'adoption en Conseil des Ministres du 12 octobre 2016 du projet de loi sur la réforme globale de la réglementation générale de la commande publique. Ce projet de loi, soumis à l'examen de l'Assemblée Nationale, vise à assurer la conformité du dispositif national de gestion de la commande publique avec les normes internationales et à garantir l'indépendance du mécanisme de régulation en la matière.
- de la mise en service du Système de liaison virtuelle pour les opérations d'importation et d'exportation (SYLVIE), le 16 février 2016 ;
- de l'élaboration du 1er budget de l'Etat sous forme programmes ;
- de l'élaboration du guide d'exécution du budget programme de l'Etat ;
- de l'adaptation des outils



Les participants au CASEM.

informatiques au Cadre Harmonisé des Finances Publiques de l'UEMOA ;

- de l'amélioration de la gouvernance du patrimoine de l'Etat ;
- de la mise en œuvre de mesures de réduction du train de vie de l'Etat ;
- de l'élargissement de l'assiette fiscale et de la signature de plusieurs conventions avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux qui ont permis d'accroître le volume des ressources intérieures et extérieures mobilisées ;
- d'une meilleure gestion de la trésorerie ;
- de la lutte contre la fraude, le faux et la corruption ;
- de l'amélioration des conditions de travail des agents du MINEFID à travers la mise à disposition de locaux plus adaptés et de moyens matériels et financiers adéquats.

L'ensemble des efforts conjugués a permis, au 30 octobre 2016, la mobilisation de 1 021,79 milliards FCFA au titre des ressources intérieures sur une prévision annuelle révisée de 1 286,83 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 79,40%. Quant aux ressources extérieures, trente-trois (33) conventions de financement ont été signés avec les partenaires bilatéraux et

multilatéraux, pour un montant total de 414,70 milliards FCFA dans le domaine de l'économie, de la culture, de l'eau, de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, des droits humains et de la sécurité. Par ailleurs, 52,73 milliards FCFA ont été décaissés au titre des appuis budgétaires sur une prévision annuelle de 135,37 milliards de FCFA, soit un taux de décaissement de 38,13% et 147,68 milliards FCFA au titre des appuis projets sur une prévision annuelle de 335,08 milliards FCFA, soit un taux de décaissement de 44,07%.

Au regard des innombrables difficultés qui ont émaillé la mise en œuvre des activités, la réalisation de telles performances pouvait paraître au départ comme une utopie. Cependant, loin d'être vus comme insurmontables, tous ensemble, nous avons plutôt considéré les grands défis à relever comme des opportunités pour faire valoir notre savoir-faire par une vive expression de notre patriotisme. C'est pourquoi DAG Hammarskjöld un diplomate suédois disait (je cite) « Ne mesurez jamais la hauteur d'une montagne avant d'en avoir atteint le sommet. C'est alors que vous

La suite à la page 10.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.

apercevrez combien elle est basse. » (fin de citation). Ainsi, c'est ici l'occasion pour moi de saluer tous les efforts déployés, toutes les initiatives prises, tous les sacrifices consentis, de façon collective et individuelle, pour que nous puissions parvenir à ces résultats significatifs. Je félicite donc vous et vos collaborateurs pour votre abnégation, votre sacrifice et votre sens de l'intérêt général.

En dépit de ces points de satisfaction, nous ne devons pas perdre de vue les nombreux et grands défis à relever par notre département en raison de la transversalité des missions qui lui sont assignées mais aussi dans le cadre de l'atteinte des objectifs du PNDES. Il s'agit principalement de :

- l'organisation à Paris les 07 et 08 décembre 2016 de la Conférence des Partenaires pour le financement du PNDES ;
- des mesures à prendre pour une meilleure consommation des crédits budgétaires. Au 31 octobre 2016, le niveau d'exécution des dépenses base « engagées visées, s'élève à 1318,18 milliards FCFA sur une prévision révisée de 1945,21 milliards FCFA soit un taux d'exécution de 67,77% pour une cible annuelle d'au moins 90%. Cette contreperformance est due essentiellement à la faible exécution des dépenses d'investissement qui se sont chiffrés à 351,93 milliards de FCFA à fin octobre 2016 sur une

dotation révisée de 710,47 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 49,53%. Cela s'explique principalement par les retards dans la passation et l'exécution des marchés publics et l'inscription dans le budget des projets immatures ;

- l'optimisation de la mobilisation des ressources budgétaires ;
- la poursuite de l'implantation du budget programme ;
- la poursuite de la mise en œuvre des mesures de réduction du train de vie de l'Etat ;
- la dématérialisation des documents du circuit de la dépense publique ;
- le renforcement de la lutte contre la corruption au travers d'une promotion du respect des règles d'éthique et de la déontologie dans les services du MINEFID afin de renverser le classement du RENLAC dont le rapport 2015 place les marchés publics, la douane et les impôts respectivement au 1er, 2e et 5e rang des services les plus corrompus ;
- le renforcement de la qualité des dossiers traités et la réduction de leurs délais de traitement.

Dans ce sens, j'exhorte l'ensemble des acteurs et partenaires à redoubler d'effort et d'engagement afin que le ministère puisse jouer pleinement et efficacement son rôle pour que les nombreux défis restants pour 2016 puissent être relevés avec succès.

Le PTA 2017 du MINEFID s'élabore dans un contexte

marqué par la mise en œuvre du PNDES qui devrait permettre de réaliser un taux de croissance économique annuel moyen de 7,7% et de faire baisser l'incidence de la pauvreté à un niveau inférieure à 35% en 2020. Dans ce sens, les priorités du département pour l'année 2017 se résumeront principalement à :

- asseoir une bonne organisation du travail au sein des structures pour une plus grande efficacité ;
- veiller à la priorisation, à une bonne planification et à un suivi régulier des investissements ;
- Conduire le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) ;
- promouvoir la bonne gouvernance économique et financière ;
- optimiser la mobilisation des ressources intérieures et extérieures pour financer les investissements structurants ;
- promouvoir le financement par voie de Partenariat public privé (PPP) de certains investissements prioritaires ;
- réformer le circuit et les procédures de passation des marchés publics ;
- mettre en place les cellules anti-corruption dans toutes les structures du MINEFID ouverts aux usagers et partenaires ;
- rationaliser les projets et programmes de développement ;
- asseoir un climat social propice à l'atteinte des résultats escomptés ;
- améliorer les relations avec les usagers et les partenaires du MINEFID ;

- élaborer, implémenter et suivre dans le logiciel KIRA le référentiel des délais de traitement des dossiers.

La concrétisation de ces nobles ambitions exige de chacun de nous, du personnel dans son ensemble ainsi que des partenaires du ministère, plus de dynamisme, d'innovation, de professionnalisme et de responsabilité. Pour ce faire, j'en appelle au sens élevé de responsabilité des partenaires sociaux afin que la communication et le dialogue soient privilégiés dans le règlement des questions primordiales qui touchent à la vie du ministère. Il nous faudra payer le prix de la réussite de la mise en œuvre du PTA 2017. Au regard de la lourdeur de la mission qui nous attend, nous sommes invité à saisir l'opportunité que nous offre ce cadre d'expression, pour qu'au terme des travaux, se dégagent de véritables clefs de succès de la mise en œuvre efficace de notre mission. Tout en souhaitant plein succès à nos travaux, je déclare ouverte la deuxième session ordinaire de l'année 2016 du Conseil d'Administration du Secteur Ministériel de l'Economie, des Finances et du Développement.

Je vous remercie !»



UNIVERSITE CATHOLIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (UCAO)
ECOLE SUPERIEURE POLYTECHNIQUE DE KAYA (ESPK)



À l'occasion de la clôture des activités de son

10^e
2006 - 2016 anniversaire

l'École Supérieure Polytechnique de Kaya (ESPK) organise :

Samedi 03 décembre 2016

Journée Portes Ouvertes

Sous le parrainage de M^{me} le Gouverneur de la Région du Centre Nord

A partir de 8H30 :

▶ - Panel sur la Thématique du Développement Durable.

4 sous-thèmes seront abordés :

- ★ **L'économie verte,**
- ★ **Les énergies renouvelables,**
- ★ **La construction en matériaux locaux,**
- ★ **La gestion des ressources en eau.**

▶ - Exposition de :

Produits et Réalisations d'Entreprises : ZI MATERIAUX, SN MAVICO, LEGRAND, LNBT, CARRURE, CCVA, BTI, YAM INTERNATIONAL, SAAT.

Mini projets des étudiants de l'ESPK : GC - GEII - GHR, FC/MGC

▶ - Kermesse :

Boissons, jus, plats de diverses cultures, Grillades, jeux divers.

A partir de 20H00 : Nuit culturelle

Dimanche 04 décembre 2016

▶ - 9h30 : MESSE D'ACTION DE GRACES

▶ - 12h00 : KERMESSE

▶ - 16h00 : MATCH DE FOOTBALL

Remerciements : • Conférence Episcopale Burkina Niger • Catholic Relief Service • Caisse Nationale de Sécurité Sociale • Economat diocésain Kaya • OCADES Kaya • Radio Notre-Dame Kaya • Direction diocésaine de l'enseignement catholique Kaya • Banque Of Africa • Clinique Notre de la Paix



L'ESPK : l'excellence pour mieux servir !



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste : Interopérabilité de paiement numérique et de l'étude des écosystèmes - à domicile et à Kampala, en Ouganda

Annoncé pour le compte de:

Emplacement : K a m p a l a , OUGANDA

Date limite d'inscription : 23-Nov-16 (Minuit New York, USA)

Type de contrat : contrat individuel

Niveau de poste: Consultant international

Langues requises: Anglais

Date de début:

(date à laquelle est attendu le candidat sélectionné pour commencer) 05-Dec-2016

Durée du contrat initial: 6 mois (60 jours ouvrables)

Durée prévue de l'affectation: 6 mois (60 jours ouvrables)

Contexte

Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU)

FENU est le capital de l'agence d'investissement de l'ONU pour 48 pays les moins développés du monde. Il crée de nouvelles opportunités pour les pauvres et leurs communautés en augmentant l'accès à la microfinance et des capitaux d'investissement. FENU se concentre sur l'Afrique et les pays les plus pauvres de l'Asie, avec un engagement particulier pour les pays sortant d'un conflit ou d'une crise. Il fournit le capital d'amorçage - subventions et de prêts - et un soutien technique pour aider les fournisseurs de services financiers atteindre davantage de ménages pauvres et les petites entreprises, et

les gouvernements locaux financer les investissements en capital qui permettront d'améliorer la vie des populations pauvres. L'inclusion financière signifie l'accès universel, à un coût raisonnable, à un large éventail de services financiers, fournis par une variété de sources et d'institutions durables. La gamme de services financiers comprend l'épargne, à court et à long terme de crédit, le crédit - bail et l'affacturage, les hypothèques, les assurances, les pensions, les paiements, les transferts d'argent locaux et les envois de fonds internationaux. Information sur FENU peut être trouvée à www.uncdf.org.

Mobile Money for the Poor (MM4P)

Avec le soutien du gouvernement australien, ministère des Affaires étrangères et du Commerce («DFAT» anciennement AusAid) et par l'Agence suédoise de développement international (Asdi), le FENU a lancé Mobile Money for the Poor (MM4P) de Mars 2012, une initiative thématique globale aborder les opportunités et les défis de la mise en œuvre et de la banque à distance l'argent mobile dans des marchés difficiles en Afrique et en Asie. La mission à long terme de MM4P est d'aider le faible revenu et les ménages ruraux dans les PMA d'accroître leur sécurité financière grâce à des moyens appropriés, abordables et sûrs de recevoir, gérer et économiser de l'argent grâce à ces «services financiers numériques» (DFS). Pour ce faire, son objectif intermédiaire est d'aider à construire des secteurs financiers inclusifs numériques tels qu'un large éventail de services financiers numériques sont fournis de manière responsable, et à un coût raisonnable, par des institutions

durables dans un environnement bien réglementé. Celui-ci combine un faire fonctionner les marchés pour la mauvaise approche avec le modèle opérationnel traditionnel du FENU de soutenir directement le niveau le plus crucial - les fournisseurs de services de vente au détail. FENU met actuellement en œuvre ce dans huit pays (Laos, Népal, Libéria, Malawi, Sénégal, Bénin, Zambie et Ouganda). Avec son unité de gestion du programme à Bruxelles, en Belgique, le FENU a placé des équipes techniques dans chacun des pays cibles du programme.

En partenariat et avec le financement de la Fondation Bill & Melinda Gates (FBMG ou «la Fondation») FENU a commencé en Ouganda en 2014. Après avoir complété plusieurs étapes initiales du programme autour de la sensibilisation, la recherche, la stratégie et la planification d'entreprise, le travail a diminué à plusieurs domaines cruciaux qui sont axés sur les femmes et atteindre les zones rurales. Les interventions identifiées au cours des prochaines années: la numérisation des paiements en vrac (chaînes de valeur agricoles, la protection sociale, l'éducation et potentiellement de l'énergie); banque de l'agence; quelques PolicyMaker et de soutien du régulateur des efforts. Ce sera en grande partie fait par l'assistance technique directe et accorde des fournisseurs DF, les ONG, les entreprises agricoles, etc., ainsi que de travail avec le gouvernement.

La Banque des paiements nationaux Département des systèmes de l'Ouganda a demandé FENU MM4P support technique pour effectuer un exercice d'apprentissage des prestataires de services de paiement non bancaires en Ouganda. Le

La suite à la page 13.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 12.

rôle Département des systèmes de paiement national (PNDD) est d'assurer le développement et la maintenance d'un système de paiement et de règlement efficace, fiable et sécurisé.

Le Département NPS est en train de concevoir la politique nationale des paiements, qui fournira les principes entourant l'engagement réglementaire avec les fournisseurs de services de paiement nationaux. La politique permettra au département de réglementer les fournisseurs de services financiers non bancaires. Dans un effort pour préparer le ministère à engager et à réglementer les fournisseurs de services de paiement efficace, le leadership NPS cherche à comprendre à travers une étude, une évaluation de la façon dont les cadres juridiques, réglementaires et politiques actuelles dans l'ensemble des autorités et des services gouvernementaux en Ouganda qui ont compétence directe et indirecte sur DFS & A ainsi que l'impact sur l'activation DFS & A, et en particulier, sur la façon dont cela peut ou ne peut pas aider à faciliter l'interopérabilité.

Avec cela à l'esprit, la Banque nationale de l'Ouganda souhaite retenir les services d'un consultant pour mener cette étude sur la base de ces termes de référence (TOR).

Le mandat donne un aperçu de la méthodologie générale requise pour cette étude. Cela comprendra un inventaire et une évaluation des lois, des règlements et des politiques relatives à DFS & A et l'interopérabilité portefeuille à portemonnaie parmi les non-banques participant à des activités DFS & A. Le cas échéant, cela peut également

inclure l'interopérabilité avec les banques agréées, les infrastructures de paiement nationaux, et le système RTGS en Ouganda.

L'évaluation pourrait également inclure une analyse des lacunes relatives aux éventuelles défaillances de coordination identifiables, le manque de capacité de réglementation, tout arbitrage réglementaire, ainsi que l'absence de lois, règlements et politiques nécessaires pour permettre à DFS & A et de faciliter l'interopérabilité. Lorsque identifiés, les risques qui en résultent doivent être énumérés.

Et plus loin, dans le contexte d'un environnement interopérable, apprendre, d'explorer et de collaborer avec les fournisseurs de paiement actuellement en Ouganda et potentiellement ceux qui peuvent entrer sur le marché.

NPS vise à créer une plate-forme collaborative pour l'engagement prête et productif avec les fournisseurs de services de paiement pour faciliter un environnement réglementaire pour l'inclusion financière des ménages ruraux à faible revenu et l'innovation dans la prestation de services. Bâtiment à l'exercice des paiements de flux de diagnostic (2015) une base importante de cet effort est en cours d'un exercice de cartographie des paiements qui seront finalement informer la mise en œuvre des politiques.

Voici les fonctions essentielles de PNDD:

Le paiement national Département Système de la Banque de l'Ouganda supervise le système de paiement national avec l'objectif d'assurer l'efficacité globale et l'intégrité des

systèmes de paiement dans le pays.

- Le ministère surveille les systèmes de paiement en effectuant des évaluations de routine et des mises à niveau en ligne avec les évolutions technologiques récentes. La surveillance des systèmes de paiement vise à identifier, analyser et atténuer les risques dans les systèmes de paiement pour faire face à un risque systémique

- Le ministère facilite et assure le bon fonctionnement des différents systèmes de paiement, tels que le système de règlement brut en temps réel et de la Chambre automatisé de compensation entre autres également.

- La mondialisation pose de nouveaux défis à la conception des systèmes de paiement, le ministère est responsable de se tenir au courant des développements dans les systèmes tant au niveau régional et international.

- Exécuter colonies en temps opportun des obligations financières résultant d'opérations de front office

- Veiller à ce que les titres gouvernementaux transactions sont bien soumises, et efficacement traitées et réglées.

- Veiller à ce que les paiements et les recettes internationales sont en toute sécurité et efficacement traitées.

entrée et à la consultation des parties prenantes

Cette évaluation sera co-parrainé par le programme du FENU MM4P, travaillant en étroite collaboration avec PNDD. PNDD sera responsable pour permettre la coordination avec les autres

La suite à la page 14.



La suite de la page 13

organismes de réglementation, les fournisseurs de services de paiement et d'autres acteurs du marché. FENU sera responsable de la coordination des partenaires de développement respectifs. A savoir Approfondissement du secteur financier - Ouganda (FSDU), GiZ, Banque mondiale / CGAP, et l'Association GSM, qui sont tous positionnés pour soutenir la mise en œuvre des recommandations qui pourraient découler de l'évaluation.

La consultation des acteurs du marché, les régulateurs et les partenaires de développement sera géré par l'équipe d'évaluation technique commandée par le FENU.

FENU cherche un consultant pour mener une évaluation de la réglementation de DFS Interopérabilité et fournisseur de système de paiement (PSP) Mapping. Les termes de référence (TDR) donnent un aperçu de la méthodologie générale utilisée et le plan pour l'appliquer au cas particulier de l'Ouganda. La méthodologie comprendra deux parties principales, une cartographie d'évaluation réglementaire et PSP.

Devoirs et responsabilités

Aperçu des attendus activités, les livrables et les résultats pour le juridique, d'examen réglementaire et politique et de cartographie PSP:

Première partie: juridique, réglementaire et examen de la politique:

Activités:

- Identification et cartographie des autorités de régulation et les ministères qui peuvent avoir compétence sur les fournisseurs de DFS et ses contiguïtés.

- Identification des lois, des règlements et des politiques qui peuvent influencer sur DFS & A.

- Voyage en Ouganda pour mener des entrevues et des évaluations en personne nécessaires pour recueillir de l'information pour cette étude.

- Identification des lacunes existantes et potentielles qui pourraient avoir une incidence sur la mise en œuvre de l'interopérabilité DFS en Ouganda.

- Coordonner avec le FSDU Inteoperability technique et de l'équipe commerciale pour comprendre les cas d'utilisation et les nouveaux modèles de discussions avec l'industrie.

- Identification de l'impact réglementaire probable sur les modèles commerciaux et techniques qui peuvent être utilisées pour assurer l'interopérabilité en Ouganda en conformité avec le mandat actuel Bous sur l'interopérabilité des DFS & A.

livrables:

- Un rapport initial qui détaille le plan de travail pour mener l'étude, y compris la coordination avec FSDU technique et l'équipe commerciale;

- évaluation de haut niveau de l'infrastructure technique et le paysage concurrentiel pour DFS & A pour faciliter l'interopérabilité portefeuille à porte-monnaie en Ouganda;

- Examen juridique et réglementaire du cadre juridique, politique et du paysage réglementaire pour DFS & A, en particulier par rapport à l'impact sur la mise en œuvre des cas d'utilisation prioritaire

en Ouganda. Cela peut inclure toute la jurisprudence applicable.

- Toute juridique, politique identifiable, les lacunes réglementaires et de capacité pour DFS & A, en particulier ceux qui peuvent avoir un impact sur la mise en œuvre de l'interopérabilité en Ouganda;

- Une matrice d'action prioritaire qui identifie les entités touchées par les lacunes identifiées et qui formule des recommandations sur la façon de combler ces lacunes.

Résultats:

- Une compréhension claire de la morale, la politique, le paysage réglementaire et concurrentiel pour DFS et ses contiguïtés pour faciliter l'interopérabilité en Ouganda.

- Une compréhension claire des éventuelles lacunes et de capacité qui peuvent influencer sur DFS et l'interopérabilité en Ouganda, et des recommandations sur la façon de combler ces lacunes.

Deuxième partie: Système de paiement du fournisseur (PSP) Cartographie:

Activités:

- Identification et description des fournisseurs de services de paiements courants en Ouganda (produits, services, clients, la sensibilisation, les contraintes (réglementaires et commerciales).

- Analyse comparative des PSPs sur d'autres marchés, y compris ceux de la Communauté d'Afrique de l'Est.

- Identification et la conception de mesures clés pour surveiller PSP qui permettent la surveillance du marché et de

La suite à la page 15.



La suite de la page 14

l'engagement, avec un accent particulier sur la protection des consommateurs.

livrables:

- Une cartographie complète des contribuables non-bancaires actuels et potentiels, y compris ceux qui l'PNDD peut chercher à attirer vers l'Ouganda.
- Tableau de bord pour surveiller l'entrée et la croissance des PSP.
- stratégie d'engagement de haut niveau de PSP en Ouganda.

Résultat:

- Une stratégie claire pour la promotion et la PSP en Ouganda sur la base du rôle qu'ils peuvent jouer dans l'approfondissement de l'utilisation et l'amélioration de la concurrence de surveillance, par l'innovation dans les services produits.

Structure et format des livrables:

Le format des livrables indiqués ci-dessus sont attendus dans un document MS Word, de façon concise par écrit dans 20-25 pages pour l'examen de la réglementation et de la cartographie PSP, respectivement (~ 40 pages au total). La stratégie d'engagement peut être inclus en annexe à ce qui précède.

La matrice d'examen de l'action réglementaire peut être présenté en MS Word ou Excel. La matrice d'action devrait se concentrer sur l'identification des lois, des règlements, des politiques, des autorités ou d'autres obstacles au niveau de l'écosystème, les lacunes ou les risques qui pourraient avoir un impact sur l'amélioration de

l'inclusion financière, DFS et la mise en œuvre réussie de l'interopérabilité portefeuille à portefeuille dans la DFS & A écosystème.

Le tableau de bord et métriques Mapping PSP peuvent être soumis en MS Word ou Excel. Le tableau de bord devrait se concentrer sur l'utilisation des paramètres pour afficher des visualisations graphiques du marché, en tenant compte des critères de mise en forme pour l'analyse de données des logiciels tels que Tableau ou Carto.

Compétences

Professionnel:

- Prend sur l'innovation et les nouvelles approches et favorise l'innovation dans d'autres;
- Crée un environnement qui favorise l'innovation et la pensée novatrice;

- Conceptualiser approches plus efficaces pour le développement et l'exécution des programmes et à la mobilisation et l'utilisation des ressources.

Gestion Orientation / client:

- Anticipe contraintes dans la fourniture de services et identifie les solutions ou alternatives;
- Capacité d'interagir et d'adapter la communication avec les différents niveaux de gestion avec les partenaires.
- identifie proactivement, développe et discute des solutions pour les clients internes et externes, et persuade la direction d'entreprendre de nouveaux projets ou services;

- Démontre ouverture au changement et capacité à gérer la complexité, et résoudre les problèmes;

- Focus sur l'impact et les résultats pour les clients et les parties prenantes;

- Renforce la confiance dans les interactions avec les autres, facilite les partenariats; excellentes capacités de réseautage pour relier les gens / entreprises d'horizons divers;

- Les approches de travail avec énergie et une attitude positive, constructive et répond positivement à la rétroaction;

- Engagé à travailler en équipe, en collaboration avec d'autres parties prenantes.

Compétences et expérience requises

Éducation:

- Un diplôme de maîtrise en technologie, l'économie, l'administration publique / d'affaires, les sciences sociales, ou dans une discipline connexe ou expérience équivalente est obligatoire.

De l'expérience:

- Au moins sept années d'expérience dans des postes de plus en plus responsables dans le domaine du développement, y compris la microfinance et / ou l'inclusion financière est obligatoire;
- Expérience de travail ou avec des institutions de microfinance, les banques centrales et les branches

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

et les fournisseurs de services bancaires mobiles est obligatoire;

- Expérience de travail en Ouganda, l'Est ou l'Afrique du Sud est un plus.

Exigences linguistiques:

- La maîtrise de l'anglais est obligatoire.

Fourniture de surveillance, le contrôle des progrès et des paiements:

- Le consultant travaillera sous la supervision directe du spécialiste de l'écosystème, Finance numérique;

- Le paiement sera effectué sur une base périodique conformément au nombre de jours travaillés et sur les livrables correctement réalisés. Tous les paiements sont soumis à l'autorisation et l'approbation du superviseur direct;

- Le paiement final exige une évaluation de la performance signée du consultant.

Voyager:

- Le consultant cite 2 lieux voyages en Ouganda dans la proposition financière.

- S'il vous plaît noter que le FENU ne peut pas garantir un permis de séjour ou visa's pour les consultants. Consultants sont responsables de la sécurisation de leur documentation de travail. Dans le cas des consultants nationaux, les candidats qui ne sont pas ressortissants de la station de service demandée devra prouver leur statut de résident.

- S'il vous plaît noter que les consultants résidant dans le lieu d'affectation ne seront pas

indemnisés pour les frais de subsistance.

- Voyage Imprévisible, le paiement des frais de déplacement, y compris les billets, l'hébergement et le terminal doit être payé selon les règles de l'ONU.

Chronologie, durée de l'affectation, lieu d'affectation:

- Chronologie : 60 jours ouvrables à 6 mois;

Détails sur le calendrier :

- 12 jours ouvrables: il est prévu que cette recherche, il faudra jusqu'à deux visites en Ouganda, pour un total de 12 jours ouvrables. Le besoin de visites supplémentaires pour débriefing sera déterminé une fois que le PNDD a examiné le projet initial des livrables.

- 48 jours ouvrables: L'étude devrait nécessiter jusqu'à 48 jours ouvrables et être terminé dans les 3-4 mois.

- Lieu d'affectation : à domicile et à Kampala, en Ouganda

Application:

Les demandes seront évaluées sur les deux propositions techniques et financières. La meilleure proposition qui sera attribué les contrats doivent être choisis par la méthode suivante:

proposition Mieux notés en utilisant la méthode de notation combinée, qui affecte la répartition du poids entre les propositions techniques et financières. La répartition du poids est fixé à 70% technique et 30% financière.

Toutes les demandes doivent contenir les informations suivantes:

(I) une lettre de motivation avec un état récapitulatif des compétences en rapport avec le mandat;

(ii) au plus tôt la disponibilité et le calendrier proposé pour la consultation;

(Iii) Curriculum Vitae;

(iv) dûment rempli et signé P11 notice personnelle avec les noms et les contacts actuels de 3 arbitres (disponible à partir de http://sas.undp.org/documents/p11_personal_history_form.doc);

(V) Signés proposition financière pour le plein mois cession indiquant:

- taxe professionnelle totale;
- Autres frais professionnels (tels que les assurances, les taxes, etc.);
- 2 voyages Duty (billet de retour du pays d'origine à Kampala, l'allocation de vie, d'autres coûts liés aux voyages).

(Disponible à http://procurement-notices.undp.org/view_file.cfm?doc_id=29916).

Les deux consultants individuels et individuels employés par une entreprise ou une institution sont invités à postuler.

Évaluation:

Les consultants individuels seront évalués en fonction de la méthodologie suivante

Évaluation préliminaire - Etape I: Screening

Techniques Poids d'évaluation - 70% x (Étape II: 20 Points + Etape III: 80 Points = 100 Points)

Financial Poids évaluation - 30% = Etape IV

La suite à la page 17



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16

Étape I: Screening

Les demandes seront examinées et seuls les candidats répondant aux critères minimaux suivants (énumérés dans l'éducation et de l'expérience) vont progresser à la piscine pour la présélection.

Étape II: Présélection par bureau d'examen

FENU procédera à un examen de bureau pour produire une liste de candidats et techniquement les évaluer.

Selon le cas, seul le premier top 4 classé les candidats obtenant 70% des points à ce stade, est invité pour une entrevue.

Étape III: Interview

Une entrevue axée sur les compétences doit être effectuée pour les 3 meilleurs candidats présélectionnés.

Seuls les candidats ayant obtenu un minimum de 70% sur le total des étapes II (20 points) + III (80 points) seront considérés comme techniquement qualifiés et seront examinés plus loin pour l'évaluation financière.

Étape IV: Évaluation financière

La formule suivante sera utilisée pour évaluer la proposition financière:

proposition / prix au prix le plus bas de la proposition en cours d'évaluation x 30%.

Critères d'attribution:

Le contact doit être attribué au meilleur candidat dont l'offre a été évaluée et déterminée comme: réactive / conforme / acceptable et ayant reçu le poids combiné le plus élevé (proposition technique & Interview) 70% + 30% = financière 100%.

Toute personne employée par une entreprise ou institution qui souhaite soumettre une offre en réponse à un avis de marché pour IC doit le faire à titre individuel (fournir un CV afin que leurs qualifications peuvent être jugés en conséquence). S'il vous plaît pas que, dans ce cas, l'institution de l'entreprise sera invitée à émettre un RLA <http://www.undp.org/content/dam/vietnam/docs/Legalframework/Reimbursable%20Loan%20Agreement.doc>.

Les femmes candidates ou femmes propriétaires d'entreprises sont

fortement encouragées à postuler.

Le PNUD est déterminé à réaliser la diversité de la main-d'œuvre en termes de sexe, de nationalité et de culture. Les personnes issues de groupes minoritaires, les groupes autochtones et les personnes handicapées sont également encouragées à postuler. Toutes les demandes seront traitées avec la plus stricte confidentialité.

Le PNUD est déterminé à réaliser la diversité de la main-d'œuvre en termes de sexe, de nationalité et de culture. Les personnes issues de groupes minoritaires, les groupes autochtones et les personnes handicapées sont également encouragées à postuler. Toutes les demandes seront traitées avec la plus stricte confidentialité.

Si vous éprouvez des difficultés avec les demandes d'emploi en ligne, s'il vous plaît contacter jobs.help@undp.org.

AGENDA



BURKINA FASO

Du 28 au 29 novembre 2016

**10ème atelier de formation
en Assurance Qualité de
l'enseignement supérieur**



ANNONCES

9^e Prix CSRS-Fonds Eremitage 2017

pour la Recherche
Scientifique en
Partenariat

Créé à l'occasion du cinquantenaire du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) en 2001, le « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » est décerné tous les deux ans par la Fondation pour le CSRS. A partir de 2011, il est attribué avec le soutien financier du Fonds Eremitage à Bâle (Suisse).

BUT
Le « Prix CSRS – Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » a pour but d'honorer des chercheurs pour l'excellence de leur contribution à la recherche en partenariat entre des institutions scientifiques au Nord et en Côte d'Ivoire et/ou dans des pays d'Afrique de l'Ouest. Il est décerné pour des travaux de haut niveau ayant débouché sur des publications importantes et/ou des applications novatrices.

Seront pris en considération les projets en sciences naturelles et biomédicales aussi bien qu'en sciences humaines, sociales ou économiques dans les domaines suivants qui peuvent être traités de manière transdisciplinaire :

- Biodiversité et écologie comportementale
- Sécurité alimentaire et nutrition
- Parasitologie humaine et animale
- Environnement urbain et santé publique
- Changements climatiques et cadres de vie
- Gouvernance, mobilité, risques et conflits

APPEL À CANDIDATURE

Le règlement ci-après stipule les conditions d'attribution.

PRIX

Le Prix est de **CHF 10'000.- (dix mille francs suisses)** pour une équipe d'au moins deux chercheurs Nord-Sud ou Sud-Sud. La décision sera communiquée suffisamment tôt pour permettre aux lauréats de se rendre à la cérémonie de la remise du Prix au CSRS.

CANDIDATS

Peuvent être candidat/es des scientifiques reconnu/es tant pour l'excellence de leurs travaux de recherche en Côte d'Ivoire et/ou en Afrique de l'Ouest que pour leur engagement dans la coopération en partenariat Nord-Sud ou Sud-Sud. Les candidats doivent être des chercheurs principaux du projet et avoir pris une part active à sa conception ainsi qu'à l'exécution de la recherche et à la mise en oeuvre de l'application des résultats. Ils doivent avoir fait preuve de leurs compétences analytiques et méthodologiques ainsi que de leurs capacités de travail sur le terrain et avoir publié dans des revues de renommée internationale dans leur domaine.

NOMINATIONS

- Les membres des facultés des universités et institutions de recherche au Nord et au Sud, impliqués dans un travail de recherche en partenariat, peuvent soumettre une ou plusieurs nominations pour le Prix.
- Des équipes de chercheurs sont aussi autorisées à soumettre leur candidature, pour autant que chaque chercheur remplisse les conditions requises des candidats.

Le dossier des nominations (en français ou en anglais) contiendra:

1. Les nom, adresse, téléphone et adresse électronique du/de la proposant/e, resp. de l'équipe candidate
2. Une description des résultats scientifiques et la brève présentation des travaux de recherche et de leurs applications (max. 1 page)

3. Une description de l'engagement personnel des candidat/es et une explication brève des raisons qui ont conduit à la proposition de nomination, resp. à la soumission de la candidature pour le Prix (max. 1 page)
4. Les CVs avec adresse, les affiliations et la liste des publications des candidat/es
5. Une description de la relation entre celui ou celle qui a soumis la proposition et les candidat/es, resp. entre les candidat/es partenaires
6. Trois références qui pourront juger des qualifications des candidat/es.

CRITERES DE SELECTION

Le Prix sera attribué selon les critères suivants:

- l'originalité des projets et de leurs résultats scientifiques
- la prise en compte de l'applicabilité et de l'utilité des résultats pour le développement
- l'engagement des candidat/es dans la collaboration en partenariat
- la qualité de la proposition soumise.

COMMISSION DE SELECTION

La Commission chargée de l'attribution du Prix est composée de:

Président :

Dr Olivier Girardin, vice-président de la Fondation pour le CSRS

Membres :

Dr Silvia Hostettler, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Suisse; **Prof. Chantal Akoua Koffi**, Département de Biologie, UFR des Sciences médicales de Bouaké; **Prof. Francis Akindes**, Sciences sociales, Université d'Allassane Ouattara, Côte d'Ivoire; **Pascal Rouamba**, bureau de la coopération Suisse, Burkina Faso; **Prof. Emmanuel Frossard**, président de la Fondation pour le CSRS; **Prof. Michel Sédogo**, directeur de recherche à l'INERA/CNRST, Ouagadougou, Burkina Faso; **Prof. Jürg Utzinger**, directeur de l'Institut Tropical et de Santé publique Suisse.

La Commission est habilitée à faire appel à des experts pour la conseiller. Elle se réserve le droit de ne pas attribuer le Prix au cas où aucun dossier ne satisfait aux conditions de sélection. Les décisions de la Commission sont irrévocables.

DELAÏ DE SOUMISSION

Le délai pour le dépôt des dossiers de nomination pour le 9^e Prix, qui sera décerné en 2017, est fixé au **15 janvier 2017**.

ADRESSE DE LA COMMISSION DE SELECTION ET INFORMATION

Dr Olivier Girardin, président « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat », FRI, Courtemelon-CP-65, 2852 Courtételle
tél +41 32 420 74 22, olivier.girardin@frij.ch



Accédez aux différents Prix et Bourses du CSRS via le QR ci-dessus

CSRS
Conseil de Fondation
Centre Suisse de Recherches
Scientifiques en Côte d'Ivoire





Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Po0da
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien

en version numérique à télécharger.

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

19 11 2016 AU 26 11 2016 Groupe 1

AVENIR	22625361338	MAGNIFICAT	22625412990
BAOWENDSOM	22625414499	MARE	22625341128
BEATITUDES	22625374711	MONDEROU	22625340528
BENAIA	22625372830	NOUVELLE	22625306133
CAMILLE	22625366127	PANACEA	22625366688
CARREFOUR	22625332310	PELEGA	22625350501
CENTRE	22625311660	RAJIB TIGA	22625407588
DESA	22625475050	RIVAGE	22625341939
ELITE	22625419177	SAINT BERNARD	22625451482
GOULMOU	22625436305	SAINT JEAN	22625370033
INDEPENDANCE	22625312717	SILMISSIN	22625372013
JOBER	22625455175	SILOE	22625315068
KABORE DOMINIQUE	22625384884	SONG TAABA	22625366462
KENEYA	22625307138	ST FRACOIS D'ASSIZE	22625368585
KOSSODO	22625356304	TRYPANO	22625332941
LIBERTE	22625307452	WEND LA LAAFI	22625431213

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47

Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45

ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11

SONABEL: 25 30 61 00

Aéroport: 25 30 65 15

Police secours: 25 30 71 00

Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18

Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44

ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11

SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30

Aéroport: 20 97 00 70

Burkina secours: 20 97 01 43

Police secours: 17

Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
2. Banque et Microfinance, option :
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
3. Génie Informatique, option :
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
4. Gestion des ONG et des Associations, option :
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
5. Autres filières disponibles
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46/ +226 72 08 03 03/ +226 70 01 05 05 / +226 77 20

00 26 / Email : isc@iscbobo.com /Site WEB : www.iscbobo.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01
Tél. : 00226 20954746
Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : iscforum



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES



Le Ministre

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 2nd cycle en Afrique

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de
2nd cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis a l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée a 200f CFA (timbre fiscal) adressée a monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur

la quatrième page ;

- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité burkinabè
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
- Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
- Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de motivation

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maitrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national



56^e ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE KAYA 2016



**THEME: « DEMOCRATIE, DEFIS SECURITAIRES
ET PROGRES ECONOMIQUE ET SOCIAL »**